

JO ALPES 2030 : les Alpes ne peuvent pas accueillir (tout) le déni du monde !

Le gouvernement de Michel Barnier est tombé. Quelles décisions importantes aura-t-il prises pour préparer l'avenir ? En cherchant bien, nous trouvons : l'engagement financier de l'État dans les Jeux Olympiques et Paralympiques d'hiver 2030.

Les habitant•e•s des Alpes n'ont pas été consulté•e•s, ni la représentation nationale. Après des mois de discours sur l'état catastrophique des finances publiques, la seule décision concrète est une dépense de pur prestige.

Le déni sur les quatre plans économique, social, climatique et démocratique semble guider cette décision, examinons donc les arguments des porteurs de ce projet.

Créer des emplois ?

Pour un gouvernement présentant l'économie comme seule matrice de réflexion, les arguments sont inexistantes. Il nous annonce 5 milliards de budget pour créer 50 000 emplois. A cette étude du cabinet Asteres (regroupement de banquiers, hommes politiques et dirigeants), nous répondons que cela fait 100 000 € l'emploi temporaire ! C'est très onéreux ! A ce tarif, pourquoi ne pas créer des emplois dans la santé et le logement ? Ici dans les Alpes, il nous en manque tant.

Améliorer la notoriété des Alpes ?

M. Wauquiez, Muselier, Barnier et Macron financent une grande campagne publicitaire pour les Alpes. Les Alpes françaises sont en sur-tourisme avéré. Vous nous racontez régulièrement que vous gérez les collectivités comme une entreprise. *Demandez-vous, si un•e patron•ne qui a un carnet de commandes archi plein, se lancerait dans une telle campagne publicitaire des plus coûteuses ?* Imaginez-vous la ville de Venise faire de lourdes publicités pour attirer encore plus de touristes ? Est-ce que les Alpes ont vraiment besoin de cette publicité internationale pour les stations de ski et autres joies de sport d'hiver ?

Aider les stations face au réchauffement climatique ?

Les petites stations des Alpes souffrent, s'endettent et ferment du jour au lendemain. Face à la fonte rapide du business des stations de moyenne montagne, vous décidez de flécher par l'attribution de ces jeux une grande partie de l'argent public vers quelques stations de haute altitude. Elles sont pourtant les bénéficiaires du réchauffement climatique ! Les skieur•se•s se reportent sur elles. A tel point que certaines stations instituent un nombre fermé de skieur•se•s certains jours. Une proposition : ne devrions-nous pas utiliser l'argent des JO pour aider les stations sinistrées à se reconverter en reprenant leurs dettes et en proposant des réelles solutions de transitions pour ces territoires avec un budget qui y serait destiné ? Sans cela, elles ne peuvent le faire.

L'héritage des JO ?

Le retour économique des JO est douteux depuis longtemps. Le bilan de Paris 2024 fait apparaître une baisse de fréquentation touristique et surtout pas le bénéfice tant attendu et donné comme évidence pour les restaurateur•trice•s et commerçant•e•s de Paris. Cette campagne de publicité ne rapporte que du prestige dans le vent... Vous nous parlez de l'héritage des jeux, et cela sera inévitablement des dettes comme à Albertville, Grenoble et Paris, comme à chaque fois. Le retour social est également douloureux sur le fait d'avoir déplacé des populations en situation de précarité pour cacher cette "misère" aux yeux du monde entier.

Mais parlons de l'héritage climatique que nous commençons à toucher.

Des JO verts ?

Sur le plan climatique, le match des Jeux olympiques est plié d'avance. Vous aurez beau mettre de coûteux trains à hydrogène, des dameuses à bioéthanol, des passages à hérissons sur vos élargissements de routes, rien ne changera le problème. Les Jeux olympiques déplacent des sportif•ive•s et des spectateur•trice•s en avion, son bilan carbone ne peut qu'être mauvais. Vous ne comptez évidemment pas supprimer les sportif•ive•s et leurs équipes ni les spectateur•ice•s ?!

Vous affirmez ne pas construire de nouvelles infrastructures ?

Vous mettez en avant la réutilisation des infrastructures d'Albertville mais leur rénovation coûtera fort cher. D'autant plus que vous programmez des dépenses dispendieuses inutiles : la construction d'une cité olympique à Briançon dans un fort militaire dont le coût est le double d'un projet normal et la construction à Nice d'une patinoire alors que Méribel en a déjà une. Dans les deux cas, il s'agit de caprices d'élu•e•s locaux. L'élargissement de routes nationales programmé dans les Alpes du Sud n'apportera rien à la population locale. Sauf des années d'embouteillages pendant les travaux.

Pensez-vous que gagner quelques minutes entre Gap et Briançon va apporter un bienfait à la population ? Alors qu'avec les millions investis, des milliers de logements sociaux pourraient changer la vie des gens.

Le béton va encore couler pour faire tourner des entreprises routières, uniquement.

Le chaos climatique dans les Alpes, le grand déni !

Mais le plus grave est l'oubli du chaos climatique en cours. Depuis quelques années, la pluie et les inondations frappent durement les Alpes. Routes coupées, maisons et ponts emportés, campings évacués; la litanie des catastrophes s'allonge. La facture des travaux s'envole et les collectivités sont exsangues, elles attendent encore des aides de l'Etat. Pendant ce temps, l'argent semble se débloquer rapidement pour les JO.

Le dégoût est immense ici.

D'ici 2030, nous aurons sûrement de graves catastrophes dans les Alpes qui rendront les travaux des JO indécents. La tempête Alex a déjà coûté 1 milliard d'euros de réparations. Nous devons déménager inévitablement de nombreuses habitations, camping, centres de vacances, centres commerciaux, bâtiments. De nombreuses zones ont été construites sans penser à ces nouveaux phénomènes climatiques. La facture de l'héritage climatique est salée, doit-on rajouter celle des JO ?

Doit-on accuser les opposants d'être responsables du chaos climatique ?

Nous aimons la montagne, les sports d'hiver, la neige mais aussi la lucidité. Nous caricaturer ne changera rien à la nature des défis à affronter. Sur les inondations, vous accusez les écologistes d'en être les responsables, ils auraient interdit les curages de rivières ! Si nous manquons de neige, la faute aux opposant•e•s qui ont empêché les retenues collinaires. Si la pluie tombe sur la neige en plein hiver transformant les compétitions en « ski sur boue », vous nous accuserez d'avoir amené le mauvais œil ?

Vous accusez les lanceur•se•s d'alerte climatique d'être responsables ! Propager des mensonges est médiocre, mais aussi dangereux. A illusionner certain•e•s administré•e•s qui ne veulent pas croire aux mauvaises nouvelles, vous entraînerez des catastrophes humaines et économiques.

Les Alpes doivent être habitables du point de vue climatique mais aussi social.

Les alpin•e•s n'arrivent plus à habiter chez eux : trop de résidences secondaires, trop d'Airbnb, trop de promotions immobilières sans logements sociaux. Les habitant•e•s sont chassé•e•s et les Jeux Olympiques vont accentuer le phénomène. Les Hautes-Alpes ont le record de la baisse des naissances, les Alpes vieillissent rapidement, la jeunesse est chassée. Briançon est championne de France de la baisse de population. En 10 ans, le nombre de logements a pourtant augmenté de 8 % ! Le problème ne préoccupe pas les héritier•e•s qui nous gouvernent. L'afflux des plus riches, en recherche de fraîcheur, augmente chaque année le nombre de maisons secondaires. Les Alpes ne peuvent accueillir toute la richesse du monde !

Les travailleur•se•s saisonnier•ère.s sont cisailés par la baisse des allocations chômage, la baisse de la durée des saisons, la hausse des loyers. Les agriculteur•rice•s locaux•ales sont ravagé.e.s par le chaos climatique qui rend leur revenu aléatoire. Leur désespoir est immense. Il serait temps d'imaginer, financer, soutenir des alternatives qui permettent aux habitant•e•s de vivre à l'année et encaisser les futures transitions à venir nécessaires dans nos territoires.

Des Jeux Olympiques populaires ?

Face au déni de démocratie d'une candidature des Alpes 2030 décidée sans débat dans une opacité nébuleuse où personne n'a d'informations alors que c'est un projet à discuter nationalement, nous réclamons un référendum dans les deux régions concernées à minima même si l'idéal serait de le mener au niveau national. Vous devriez oser, si vous pensez que les JO sont populaires. Sans référendum, nous vous donnons rendez-vous en 2026 aux municipales et en 2028 aux régionales. Les équipes municipales et régionales qui auront fait flamber les impôts de la population et rendu les Alpes inhabitables devront en répondre.

Nous demandons, pour toutes ces raisons, l'annulation des Jeux Olympiques d'hiver 2030. Vous pensez sûrement que l'engagement de l'État grave dans le marbre les JO 2030 dans les Alpes et bien non. Dans l'histoire des JO, ils furent annulés à chacune des guerres et les Jeux de Denver furent annulés deux ans seulement avant leur tenue, obligeant le CIO à trouver un plan B.

Face à tous ces dénis, nous revendiquons l'annulation des JO 2030 dans les Alpes, car nous sommes pour des Alpes habitables et habitées.

Les Alpes ne peuvent pas accueillir tout le déni du monde !

Signataires :

- **Collectif NO JO**
- **Extinction Rebellion XR Mont-Blanc**
- **Collectif Adieu Glacier**
- **Comité Local 05 Soulèvements de la Terre**